



# CGT IDF, SNU IDF et SUD Emploi IDF S'adressent à Muriel Pénicaud

**Vendredi 16 février 2018, Mme Pénicaud s'est rendue sur le site de La Courneuve. La CGT, Le SNU et SUD ont décidé de lui porter nos revendications et les craintes que nous avons. Nous avons été reçus par M Geoffroy, chef de cabinet de la ministre, rejoint un peu plus tard par M Gosseins (DTD).**

**Voici le texte que nous avons remis à Mme Pénicaud (ministre du travail et du dialogue social), M Bassère et M Geoffroy :**

Les conditions de travail des agents se dégradent depuis des années à Pôle emploi. Les portefeuilles dépassent les 400 DE et atteignent parfois les 1200 comme sur le site de Sarcelles pour la modalité suivi.

L'accord GPEC de 2017 entérine une baisse des effectifs des agents indemnisation qui conduit à une augmentation de la charge de travail et entraîne des tensions avec les usagers. Les agents ne sont plus en mesure de mener à bien leurs missions correctement.

Les nouvelles méthodes de lean management, dont fait partie le Nouveau Pari de la Confiance, faisant croire à une consultation des agents masquent en réalité une volonté de la direction générale et du gouvernement de nous faire adhérer coûte que coûte aux orientations imposées.

Vous nous annoncez pour 2018, avec 50 millions d'économie pour pôle emploi, 2000 suppressions de postes. Les 4 milliards d'économie sur le ministère du travail et de l'emploi sur les années à venir et la volonté des partenaires sociaux de réduire la participation de l'UNEDIC au budget de Pôle Emploi nous font craindre un plan social et une réduction drastique des effectifs.

**Par nos revendications, nous voulons sauver nos missions, nos emplois**

Les Organisations syndicales CGT, SNU et SUD vous demandent :

- Le retrait de l'accord GPEC et le recrutement d'agents indemnisation
- De véritables formations qualifiantes pour l'ensemble des agents
- Le renforcement des effectifs des conseillers en charge de l'accompagnement des DE
- L'augmentation des revenus des agents (public et privé)
- Le renforcement des équipes RH
- La fin du jour de carence pour les agents de droit public
- La ré internalisation de l'ensemble des missions de pôle emploi
- L'arrêt du contrôle des chômeurs
- La CDIisation des CDD et CUI-CAE

**A nos inquiétudes sur une nouvelle baisse d'effectif pour 2019 et un possible plan social, le directeur de cabinet ne nous a pas contredits. A notre demande de revenir sur l'externalisation des missions, le directeur de cabinet nous a confirmé la volonté du gouvernement de continuer dans cette voie.**

La seule chose sur laquelle il s'est engagé, s'est de « réfléchir » à propos **du jour de carence** imposé aux agents de droit public. De plus, il demandera à Mme Pénicaud de recevoir les organisations de chômeurs.

Le ministère doit revenir vers nos organisations syndicales nationales pour nous informer sur les points abordés.

**La CGT, le SNU et SUD alertent les agents sur l'avenir de nos missions et de nos emplois.**

**Nous pensons que seule une mobilisation d'une grande ampleur de tou(te)s les agent(e)s pourra stopper cette entreprise de destruction du service public de l'emploi et de l'assurance chômage et sauver nos emplois.**